

Service Protection de l'Environnement et de la Nature - IAA
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAS OLGA - site du Bourg

2 RUE JULIEN NEVEU
BP 21
35530 Noyal-sur-Vilaine

Références : 2023-03858
Code AIOT : 0053502069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement SAS OLGA - site du Bourg implanté 2 RUE JULIEN NEVEU BP 21 35530 Noyal-sur-Vilaine. L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'Autorisation (IED).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS OLGA - site du Bourg
- 2 RUE JULIEN NEVEU BP 21 35530 Noyal-sur-Vilaine
- Code AIOT : 0053502069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS OLGA, située 2 rue Julien Neveu à NOYAL-SUR-VILAINE (35530), exploite une unité de fabrication de produits laitiers (réception de lait de vaches conventionnel et bio, fabrication de fromages, de beurres de barattes et de poudres de lait).

Au titre des ICPE, les installations de la SAS OLGA sont autorisées par arrêté préfectoral n°16583 du 19 janvier 1984 modifié le 18 août 2023, et sont soumises à la rubrique principale IED 3642-3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tri 5 flux des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence d'un REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
2	Contenu du REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	Sans objet
3	Soumission au TRI 5 FLUX DES DECHETS	Décret du 19/07/2021, article D.543-280	Sans objet
4	Conformité du TRI 5 FLUX DES DECHETS	Décret du 19/07/2021, article D.543-281	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes -registre GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la conformité du tri 5 flux et du stockage des déchets sur les sites SAS OLGA à Noyal-sur-Vilaine.

La déclaration GEREP des déchets est bien réalisée mais pas par site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'un REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Deux registres d'expédition des déchets existent : un pour les déchets dangereux et un pour les déchets non-dangereux. Le classement est réalisé par ordre chronologique de départ des différents déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contenu du REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, REGISTRE D'EXPEDITION DES DECHETS
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de l'expédition du déchet— la nature du déchet sortant— la quantité du déchet sortant— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié— le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets— le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement
Constats : Les registres d'expédition des déchets contiennent l'ensemble des informations requises. Vérification par sondage lors du contrôle sur le registre des déchets non dangereux : vu bon d'enlèvement MONOBLOC n°161160795 du 04 janvier 2023 - organisme collecteur NETRA VEOLIA Rennes - bon de pesée n°5206968 - 1800 kg (destination D5) Selon les dires de l'exploitant, certains déchets non dangereux ne vont plus en filière d'incinération actuellement en raison de travaux sur l'incinérateur, mais partent en décharge.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Soumission au TRI 5 FLUX DES DECHETS

Référence réglementaire : Décret du 19/07/2021, article D.543-280
Thème(s) : Risques chroniques, TRI 5 FLUX DES DECHETS
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente sous-section sont applicables : <ul style="list-style-type: none">1° Aux producteurs et détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois qui n'ont pas recours au service assuré par les collectivités territoriales (prestataire privé)2° Aux producteurs et détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois qui ont recours au service assuré par les collectivités territoriales, et qui produisent ou prennent possession de plus de 1 100 litres de déchets par semaine
Constats : Le tri 5 flux des déchets est bien réalisé sur le site. Certains déchets sont triés et repris par les prestataires directement sur le site SAS OLGA-Le Bourg, et d'autres sont triés et transférés vers le site "SAS OLGA-La Rivière" pour y être regroupés avant expédition. Les déchets des salles de pause du personnel sont collectés par le SMICTOM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité du TRI 5 FLUX DES DECHETS

Référence réglementaire : Décret du 19/07/2021, article D.543-281
Thème(s) : Risques chroniques, TRI 5 FLUX DES DECHETS
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets de papier-carton, de métal, de plastique, de verre et de bois trient à la source ces déchets par rapport aux autres déchets. Les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois peuvent être conservés ensemble en mélange.
Constats : Lors de la visite sur les sites du Bourg, de La Rivière et de la STEP de la SAS OLGA, il est constaté la présence de bennes, remorques ou stockages dédiés à un type de déchets : bois, cartons, papiers, verre, ferraille, inox, D3E, organique, plastiques. Pour l'organique, une partie des produits déclassés issus du process (C3) sont destinés à l'alimentation animale et conservés en remorque réfrigérée avant expédition. L'autre partie non consommable par les animaux est stockée avant envoi en méthanisation (vu tableau des DAC ce jour - 01 août 2023 pour des yaourts). Certains IBC vides stockés en extérieur sont consignés et repris par le prestataire, d'autres seront vendus. Les stockages sont organisés en intérieur ou en extérieur, ils ne génèrent pas d'envols ni de nuisances olfactives ou visuelles lors du contrôle, leurs abords sont propres et entretenus. L'évacuation des déchets est périodique et régulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes - registre GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions polluantes
Prescription contrôlée : [...] II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.[...]
Constats : Les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par la SAS OLGA sont bien déclarés dans GERE pour l'année 2022.
Observations : La déclaration GERE des déchets générés et/ou expédiés par chaque site SAS OLGA (Le Bourg, La Rivière, STEP) est réalisée annuellement mais pas systématiquement par site.
Type de suites proposées : Sans suite